

JE MANGE DONC JE SUIS

De VINCENT BRUNO / CNCD 11.11.11 / 26' / 2009

Synopsis



Plus d'un milliard d'affamés dans le monde. Dans tous les grands colloques internationaux, une question se pose à présent : « qui va nourrir le monde ? ». Et si la question était mal posée ? En partant du quotidien des agriculteurs belges, le film conduit une enquête rythmée où les paroles d'experts font écho à des petits schémas explicatifs très réussis. Ce tour du monde agricole et alimentaire identifie

des problèmes communs en Europe, en Afrique ou au Brésil. On prend conscience que tout est lié et que chacun a son rôle à jouer...

Biographie et intention du réalisateur



Vincent Bruno, réalisateur belge, a travaillé un an comme projectionniste dans un petit cinéma avant de fonder la société de production « Demande à la poussière ». Il produit et réalise alors des clips et des spots publicitaires, ainsi que le court métrage sur la surpêche *Une pêche d'enfer* (2006) avec le [CNCD 11.11.11](#), Centre national de Coopération au Développement en Belgique.

Je mange donc je suis est également né de cette collaboration avec le CNCD, notamment avec le responsable du plaidoyer, Stéphane Desgain. L'objectif de ce film est d'expliquer le concept de souveraineté alimentaire et de montrer les effets pervers de la libéralisation des échanges commerciaux dans le secteur agricole, sans être trop technique. Il cherche à provoquer le débat. Le film s'attache à donner la parole aux agriculteurs conventionnels à la tête de grosses exploitations au Nord. Faire entendre une critique émanant des acteurs du système, plutôt que la parole d'agriculteurs alternatifs déjà convaincus, rend l'argumentaire plus percutant.

Un important travail d'interviews et de regroupement d'images d'archives a été réalisé. L'écriture du film a été fastidieuse avec la rédaction de 32 scripts. Au final, le format (26 minutes), la forme et le ton (voix off très présente, schémas...) de ce film en font un très bon outil pédagogique, particulièrement adapté à un public scolaire. Il rencontre un tel succès auprès des enseignants et des éducateurs que le CNCD a renoncé à un nouveau projet de film sur les mêmes thèmes en 2013 : *Je mange donc je suis* est toujours très pertinent. Vincent Bruno et le CNCD ont aussi collaboré pour réaliser *La malédiction des ressources* (2011), un film qui s'attache à montrer les conséquences du pillage des ressources naturelles dans les pays du Sud et l'impasse dans laquelle notre modèle de consommation nous mène.

Contexte

La dualité du monde agricole aujourd'hui

Le monde agricole contemporain est schizophrène. Une agriculture intensive, hyper productiviste et sur-technicisée (tracteurs, intrants chimiques...) cohabite avec une agriculture traditionnelle et familiale, à la limite de la misère, dont les acteurs travaillent avec des outils manuels, voire des animaux de trait.



En France, les agriculteurs ne représentent que 3 % des actifs, mais dans les pays du Sud, ils représentent généralement la majorité de la population (40 % au niveau mondial). Et l'écart de productivité est phénoménal entre les quelques millions d'agriculteurs qui peuvent produire jusqu'à 2 000 tonnes de céréales par travailleur et par an, et les 500 millions dont la production ne dépasse pas 1 tonne¹. Un milliard d'agriculteurs travaillent à la main dans le monde.

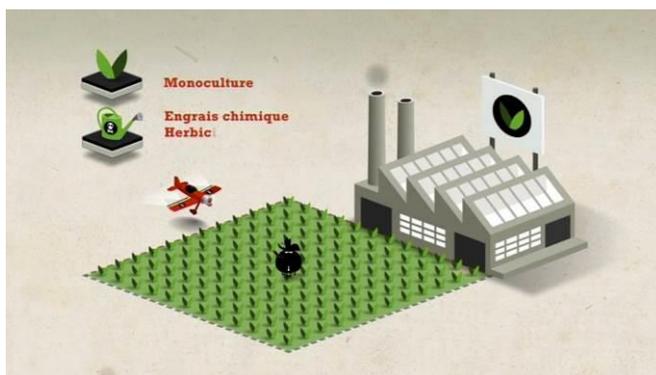
Comment en est-on arrivé là ?

□ « Révolution verte »

Durant la seconde moitié du 20^{ème} siècle, les investissements des Etats dans la recherche agricole, mettant la science moderne au service de la production agricole, ont conduit à une révolution des connaissances et des pratiques agricoles. Cette *révolution verte* a permis à certains agriculteurs de se doter de matériel et d'intrants dopant leur productivité. Ce type d'agriculture productiviste se retrouve dans les pays développés (Etats-Unis, Australie, Nouvelle Zélande et dans certains pays d'Europe) mais également dans certains pays en développement.



A partir du milieu des années 1970, des investisseurs de toutes sortes (entrepreneurs, grands propriétaires, agro-industrie, agro-distribution, fonds d'investissement...) décident d'étendre la révolution verte et se lancent dans la modernisation d'anciens grands domaines agricoles coloniaux dans les pays à bas salaires d'Amérique latine (Argentine, Brésil...), d'Afrique (Afrique du Sud, Zimbabwe...) et d'Asie (Inde, Philippines...). Les uns et les autres



atteignent rapidement un niveau de productivité aussi élevé que celui des exploitations familiales les mieux équipées des pays développés, avec des coûts de production encore plus bas. Ce modèle d'agriculture, basé sur la monoculture, l'exportation et le profit, se caractérise par la mécanisation à outrance, un faible besoin de main d'œuvre et l'utilisation combinée de semences améliorées et d'intrants chimiques (engrais, insecticides, pesticides). Il a un effet dévastateur d'un point de vue environnemental (époussièrement et pollution des sols, déforestation, diminution de la bio diversité...) et d'un point de vue social (mort de l'agriculture familiale, chômage...). Le Brésil est ainsi devenu le premier agro-exportateur mondial, mais 10 % de sa population souffre de la faim en 2010.

□ Libéralisation des échanges agricoles et baisse des prix

En 1994, les accords de Marrakech instaurent un nouveau cadre institutionnel aux échanges mondiaux : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Remplaçant les cycles de négociation du GATT, l'OMC ouvre la libéralisation des échanges à de nouveaux

¹ Marcel Mazoyer, « La situation agricole et alimentaire mondiale : Causes, conséquences, perspectives », La fracture agricole et alimentaire mondiale - Nourrir l'humanité aujourd'hui et demain, Universalis, Paris, 2006



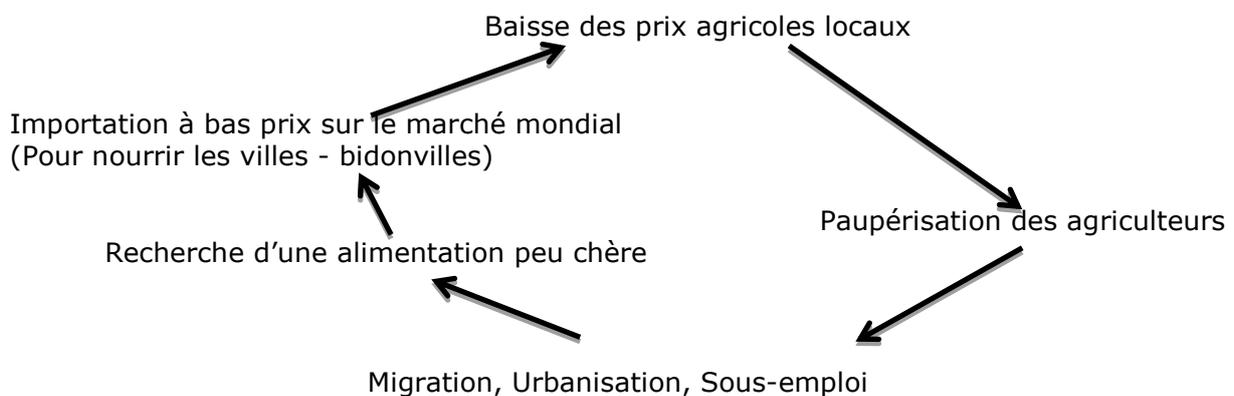
secteurs, dont l'agriculture. Les agricultures du monde sont donc placées en concurrence directe et inégale sur le marché mondial. Le prix de revient de l'exportateur le plus compétitif c'est-à-dire, le plus productif, fixe le prix international. Ce prix s'impose à tous, même dans les pays où une très faible partie de la production est échangée sur le marché international. On assiste à une tendance générale à la baisse des prix agricoles mondiaux.

□ **Fragilisation des agriculteurs**

La plupart des agriculteurs du monde se voient donc imposer des prix qui n'ont plus aucun rapport avec leurs coûts de production et bon nombre deviennent non concurrentiels. Bien que protégée par la Politique Agricole Commune (PAC), une partie du monde agricole européen est frappée de plein fouet par ce phénomène. La forte baisse des prix agricoles a entraîné une baisse du revenu des petites et moyennes exploitations qui n'ont pas eu les moyens d'investir suffisamment pour en compenser les effets. D'année en année, la très grande majorité des exploitations agricoles « non rentables » a disparu et le phénomène de concentration de la filière s'est accéléré. Près de 400 000 emplois agricoles disparaissent encore chaque année dans l'Union européenne.

Dans les pays en développement, la diminution des prix agricoles contribue également à affaiblir la paysannerie locale. Leurs productions, plus chères que les produits issus de l'importation, ne trouvent plus d'acheteurs. Obligés d'aligner leur prix, les agriculteurs ont donc vu leur pouvoir d'achat baisser. La capacité de ces agricultures traditionnelles à investir s'en trouve de plus en plus diminuée et l'écart de productivité entre ces agricultures et l'agriculture productiviste se creuse encore davantage. Par ailleurs, en excluant des millions de paysans et en décourageant la production de ceux qui restent, la baisse du prix des produits agricoles limite la production et accroît le déficit alimentaire. Enfin, favorisant l'exode rural, elle amplifie le chômage et fait baisser les salaires en milieu urbain.

Schéma : le cycle de la paupérisation des agriculteurs « des Sud »



□ **Les émeutes de la faim en 2008**

Pour nourrir les villes à bas prix et obtenir une « paix sociale », les gouvernements des pays du Sud n'ont généralement pas mis en place de politiques agricoles protectionnistes (voir les exceptions dans le paragraphe suivant sur les issues).

Mais la période de prix bas s'est terminée en 2008 face à l'augmentation très forte de la demande (changements d'habitudes alimentaires dans les pays émergents, utilisation des récoltes pour produire des agrocarburants, etc.). Les citoyens ne peuvent alors plus accéder à l'alimentation et la hausse des cours mondiaux ne résout pas les problèmes



des paysans : ils se sont généralement endettés pour mettre en culture et sont obligés de vendre leur récolte rapidement et à bas prix. Ils achètent eux-mêmes des aliments en période de soudure². De plus, les prix de l'énergie, et donc du transport et des intrants agricoles se sont également envolés. Les intermédiaires répercutent sur les agriculteurs la hausse des coûts de transport.

La volatilité des cours agricoles qui accompagne cette crise est en outre très préjudiciable à l'agriculture familiale (difficultés à investir sur du long terme, incertitude des revenus, etc.), elle ne profite qu'à certains acteurs financiers. Les banques sont accusées de spéculer sur les matières premières agricoles.

En 2009, le nombre de personnes souffrant de la faim a fortement augmenté suite à ces crises (plus d'un milliard).

Dans son rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde de 2013, la FAO estime à 842 millions le nombre de personnes sous-alimentées. Toutefois, la méthode de calcul a été révisée, ce chiffre correspond aux situations de privations extrêmes et il est très probable que le nombre réel de personnes souffrant de la faim dans le monde soit bien supérieur au milliard³.

Quelles issues ?

En matière d'agriculture, l'autorégulation des marchés apparaît donc comme injuste et inefficace. Les contextes géophysiques, économiques, législatifs, politiques et sociaux propres aux différentes régions du monde les placent dans une parfaite inégalité en termes de capacités de production. L'ouverture des échanges tend à renforcer ces inégalités.

Une autre organisation doit être instaurée : de **grands marchés communs agricoles régionaux**, regroupant des pays ayant des productivités agricoles du même ordre de grandeur doivent être créés puis protégés contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix par des **droits de douane variables**, garantissant aux paysans pauvres des régions défavorisées des **prix assez élevés et stables** pour leur permettre de vivre. Historiquement, toutes les puissances agricoles ont d'ailleurs eu besoin de protéger leur marché⁴ pour se développer.

Face aux impacts négatifs d'une libéralisation excessive, un nombre croissant de pays en développement ont tenté de protéger leur agriculture, en particulier dans le cadre des négociations à l'OMC. Des clauses de sauvegarde ont été créées pour les produits agricoles mais elles sont soumises à des conditions et à des procédures longues et complexes. De plus, la suspension des négociations au sein de l'OMC en 2006 et la multiplication des accords bilatéraux ou régionaux, ne font qu'augmenter l'ouverture des marchés agricoles.

Certains pays en développement, comme le Sénégal et la Gambie, mènent des politiques de protection de secteurs agricoles spécifiques. Le Sénégal a imposé depuis 2003 un gel des importations d'oignons durant la période de commercialisation de l'oignon national,

² La *soudure* est la période précédant les premières récoltes et où le grain de la récolte précédente peut venir à manquer

³ Voir [Des chiffres et des faits sur la faim dans le monde](#), article d'un ancien responsable de la FAO et [Framing Hunger, a Response to the State of Food Insecurity in the World 2012](#) réponse d'universitaires américains au rapport 2012 de la FAO

⁴ Voir l'[interview d'Ibrahima Coulibaly](#) du ROPPA : « Si on ne protège pas nos économies ne serait-ce qu'un temps, jamais nous n'émergerons »



de février à août, et la production nationale a été multipliée par 7 en 10 ans⁵. La Gambie a, quant à elle, décidé d'interdire les importations de poulets congelés en 2013, et envisage de faire de même avec le riz en 2016.

On note également un regain d'intérêt pour les stocks alimentaires et les achats institutionnels en cas de crise alimentaire. Comme les règles de l'accord agricole de l'OMC y font obstacle, l'Inde a déposé fin 2012 une proposition au nom d'une coalition de 46 pays en développement pour modifier cet accord discuté à la conférence de Bali fin 2013.

Pour aller plus loin...

Olivier De Schutter, rapport « Le secteur agroalimentaire et le droit à l'alimentation », Organisation des Nations Unies, mars 2010

Olivier De Schutter, appelle les Etats à prendre d'urgence des mesures d'aide aux petits producteurs agricoles. Ce rapport propose sept pistes de mesures pouvant améliorer le sort des producteurs familiaux.

http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20100305_a-hrc-13-33_agribusiness_fr.pdf

Film de Denis van Waerebeke écrit avec Sabrina Massen Vidéo « Comment nourrir le monde ? »

Cette vidéo pédagogique de 9 minutes est destinée aux 9-14 ans. Elle accompagne l'exposition « Bon appétit », présentée à la Cité des sciences et de l'industrie du 2 février 2010 au 2 janvier 2011.

<http://vimeo.com/7083029>

Interview de Marc Dufumier par Bastamag, juin 2009.

Six vidéos au cours desquelles Marc Dufumier explicite de façon simple et concise les problématiques clés de la campagne : souveraineté alimentaire, OGM, protectionnisme, excédents agricoles, agrocarburants...

<http://www.bastamag.net/article603.html>

Régine Kapinga Kabwe, « Katanga : mieux vaut produire son maïs que l'importer », Syfia International, avril 2010

Cet article présente l'initiative du gouverneur de la province minière de Katanga du sud-est de la République démocratique Congo pour relancer l'agriculture dans la région.

<http://www.syfia-grands-lacs.info/index.php5?view=articles&action=voir&idArticle=1744>

J. Berthelot, « Pour un modèle agricole dans les pays du Sud », Le Monde diplomatique, novembre 2009

Dans cet article, Jacques Berthelot dénonce la « profonde iniquité » des règles de l'Accord sur l'agriculture (AsA) de l'OMC envers les pays en développement, ainsi que les « tricheries » de la Politique agricole commune (PAC) et du Farm Bill des États-Unis, selon lui préjudiciables aux pays d'Afrique

<http://www.monde-diplomatique.fr/2009/11/BERTHELOT/18389>

Aurel et Pierre Daum, « Et pour quelques tomates de plus », Le Monde diplomatique, mars 2010

Cet article présente de quoi est constitué le goût insipide d'une tomate d'hiver : exploitation des travailleurs, pollution, profits de la grande distribution, mondialisation des échanges commerciaux...

<http://www.monde-diplomatique.fr/2010/03/DAUM/18889>

⁵ D'autres mesures de soutien aux producteurs d'oignons sénégalais ont été mises en œuvre simultanément (création d'unités de stockage, formation aux normes de qualité,...).



« Volatilité des prix alimentaires : témoignage d'un acteur des marchés financiers », CFSI, 2012

Un acteur de la place financière européenne témoigne sous couvert d'anonymat des liens entre libéralisation des marchés agricoles, marchés financiers et crises alimentaires.

<http://www.alimenterre.org/ressource/volatilite-prix-alimentaires-temoignage-dun-acteur-marches-financiers>

Les défis de la souveraineté alimentaire, Artisans du Monde, 2012

Dans son numéro d'octobre 2012 du bulletin "équité", Artisans du monde précise les contours de la revendication au droit à la souveraineté alimentaire.

http://www.alimenterre.org/sites/www.cfsi.asso.fr/files/576_adm_equite_16_web_defi_souverainete_alimentaire_0.pdf

La protection des marchés agricoles : un outil de développement, Coordination Sud, 2006

Par ce rapport, Coordination SUD a voulu insister sur le fait que le développement s'appuie sur une diversité de politiques, dont aucune ne peut marcher dans tous les pays, pour tous les produits et à tout moment. Ainsi une palette d'instruments de politique publique est donc indispensable, et la protection des marchés doit pouvoir en faire partie.

<http://www.gret.org/publication/la-protection-des-marches-agricoles-un-outil-de-developpement/>

Questions de débat

Comment est-il possible de souffrir de la faim aujourd'hui ?

70 % des victimes de la faim sont des ruraux, comment expliquer ce phénomène ? Comment permettre aux paysans du Nord comme du Sud, de vivre dignement du fruit de leur travail ? Quelles politiques locales, nationales, régionales ou internationales mettre en place ?

La libéralisation des marchés apparaît-elle comme une solution pour le développement et la lutte contre la faim ?

9 milliards de personnes en 2050 : la Terre sera-elle en mesure de les nourrir ? Si oui, sous quelles conditions ? Doit-on parier sur l'agriculture ultra productiviste des Etats-Unis, de l'Europe et du Brésil ou soutenir l'agriculture familiale ?

Accaparement des terres, développement des agrocarburants, quels impacts de ces nouveaux phénomènes sur la souveraineté et la sécurité alimentaires des Etats ? Quels risques de compétition entre production destinée à la consommation locale et production destinée à l'exportation ?

Comment permettre à tous les Etats d'assurer une alimentation suffisante à leurs populations ? Quelles alliances construire entre consommateurs et agriculteurs et comment les construire ?

Profil d'intervenants

- Cette séance a pour objectif de présenter les causes de la faim dans le monde et les difficultés rencontrées par les agriculteurs, d'un point de vue macro. De nombreux **universitaires**, qu'ils soient géographes, agronomes, économistes, démographes ou politologues peuvent se prêter au jeu. Pour les identifier, n'hésitez pas à consulter les programmes des différents masters proposés dans votre ville ou région. Les associations étudiantes de solidarité étudiantes, dont Ingénieurs sans frontières ou Starting Block, sont souvent de bons intermédiaires vers ces enseignants. Les enseignants d'écoles d'agronomie telles qu'AgroParis





Tech (Marc Dufumier, Marcel Mazoyer) ou l'Institut des Régions Chaudes peuvent être très pertinents dans ce débat.

- Autre piste à explorer les **associatifs**, dont évidemment les spécialistes de la solidarité internationale. On peut par exemple penser aux associations membres de la Commission Agriculture et Alimentation de Coordination sud (4D, AITEC [via le réseau IPAM], AVSF, CCFD, CIDR, CRID, Fédération Artisans du Monde, GRET, IRAM, Oxfam France - Agir ici, Peuples Solidaires, Secours Catholique, Secours Islamique France, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation).
- Les **partenaires Sud** peuvent bien évidemment apporter un témoignage éclairant sur les conséquences de la mise en concurrence des agricultures dans leur pays. Le croisement de leurs témoignages avec ceux d'**agriculteurs du Nord** peut être très intéressant.

Boîte à idées

- *Propositions de méthodologie de séance à destination d'un public lycéen*

Proposition 1 :

Après un visionnage collectif de *Je mange donc je suis*, charger les lycéens, par petits groupes, d'organiser des projections publiques du film. Recherche d'une salle, identification des intervenants, communication locale... Tous ces aspects sont gérés directement par les élèves.

Les propositions méthodologiques suivantes se composent d'une visualisation du film, puis de deux temps de travail, d'abord en sous-groupes, puis en classe entière.

Proposition 2 :

Temps 1 : Travail en sous-groupes sur les mesures qui permettraient d'accéder à une réelle autosuffisance alimentaire.

Temps 2 : Débat collectif sur les concepts évoqués dans le film (cultures de rentes, mécanismes de concurrence mondiale, inégalité des coûts de production, accès à la terre pour les petits producteurs, importation de produits alimentaires destructrice des cultures locales) dans l'optique de répondre aux questions suivantes :

« *Comment parvenir au juste prix ? Quelles mesures locales, régionales, nationales et internationales mentionnées dans le film permettant à l'avenir d'accéder à l'autosuffisance alimentaire ?* »

Proposition 3 :

Temps 1 : Travail en sous groupes sur :

- les mots et concepts non ou peu compris,
- les modèles de production
- les règles des échanges
- les constats et partis pris du film

Temps 2 : Restitution et échange collectifs autour des questions suivantes « *Comment permettre l'équité et la justice dans la production et les échanges agricoles ? Quelle place et rôle pour les consommateurs ?* »

Proposition 4 :

Temps 1 : Constitution de 4 groupes de travail et seconde visualisation du film avec une consigne de travail collectif donnée à chaque groupe autour d'entrées différentes:

- Groupe 1 : LES MOTS
Inventorier les mots pas ou peu compris et travailler ensemble en fin de film pour établir des définitions à partir de leurs compréhensions.
- Groupe 2 : LES MEDIAS





Faire ressortir les messages véhiculés par les interviews, les images, les textes, les dessins, les illustrations musicales, la voix off...

- Groupe 3 : LE PRIX
Définir les liens entre coût de production, prix mondial et prix au consommateur ?
- Groupe 4 : AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT DURABLE
Lister les liens entre agriculture et environnement, agriculture et économie, agriculture et société, agriculture et culture

Temps 2 : Restitution du travail de chaque groupe en classe entière.

➤ *Outils pédagogiques*

Le tribunal de l'abominable courgette masquée, Quinoa, 2013

En simulant un procès, cet outil propose de mettre en exergue les impasses du modèle agricole dominant et de réfléchir à une autre manière de relever le défi de la faim

<http://www.alimenterre.org/ressource/tribunal-labominable-courgette-masquee>

Jeu du commerce mondial, KuriOz ? Ladi Bala ? Année ?

<http://www.alimenterre.org/ressource/jeu-commerce-mondial>

Le Poulet Plumé : jeu de rôle pour s'initier à la souveraineté alimentaire, AVSF, 2010

Il s'adresse en priorité aux étudiants de l'enseignement supérieur et aux adultes.

<http://www.alimenterre.org/ressource/poulet-plume-jeu-role-sinitier-a-souverainete-alimentaire>

➤ *Trucs et astuces de Stéphane Desgain, chargé de plaidoyer au CNCD 11.11.11. et ancien animateur*

« Pour capter l'attention du public, je pose une question piège en début de débat, entraînant régulièrement une mauvaise réponse. Par exemple : « *Quelles sont les causes de la faim ?* » à laquelle un public novice répond spontanément « *la guerre et les catastrophes naturelles* ». J'incite le public à creuser sa réponse avant de leur présenter mon point de vue. Je m'attache alors à défaire les idées reçues, tout en démontrant que le sujet est plus complexe. J'accroche le public en réfutant ce qu'il pense être une évidence. Surpris, mon auditoire est plus impliqué et l'envie d'écouter s'en trouve stimulée. Un lien se tisse entre le public et moi-même.

Quand un public (notamment scolaire) est totalement passif, je joue la provocation. Je développe un discours malthusien « *On est trop sur Terre* » dans le but de provoquer une réaction. Je lance des piques pour faire réagir.

La première qualité d'un bon animateur est de maîtriser son sujet. Sans cette bonne connaissance du fond, un animateur se cantonne au cadre de la séance pédagogique qu'il a conçue. Il fait suivre au public un cheminement intellectuel en impulsant une série d'étapes de compréhension prédéfinies. Le public ressent cette rigidité et le fait qu'il assiste à une animation et non pas à un échange.

A l'inverse, un animateur ayant une bonne connaissance du fond est plus à l'aise et ouvert à des questions, sortant du cadre strict de la séance. Le public peut dans une certaine mesure influencer le déroulement et le contenu de la séance. Il se sent davantage acteur et donc plus investi. »

A vous de jouer !